

Unité inter-départementale Gard-Lozère
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse, le 22/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



AXENS SA

Avenue Jean Moulin
CS 30319
30340 SALINDRES

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement AXENS SA implanté Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale sur la sous-traitance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXENS SA
- Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 SALINDRES
- Code AIOT dans GUN : 0006601577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

L'établissement AXENS est spécialisé dans la fabrication de support de catalyseurs et de catalyseurs. Les catalyseurs ont pour but de favoriser le déroulement des réactions chimiques. Ils sont utilisés pour de nombreuses applications, notamment dans le raffinage du pétrole, la pétrochimie, l'industrie du gaz. L'établissement relève du statut seveso Seuil Haut et de la directive européenne sur les émissions industrielles (dite directive IED).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2022 "sous-traitance"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation (liste des sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance (permis feu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Organisation, formation (procédure d'urgence)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (plan de formation)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (traçabilité)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (vérification)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (traçabilité)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance (spécificité sur les MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des entreprises extérieures est correctement encadrée au sein de la société Axens à Salindres. L'exploitant a mis en place une organisation conséquente notamment sur l'analyse des risques. La formation des entreprises extérieures est également complète.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Organisation, formation
(liste des sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste de l'ensemble des entreprises extérieures intervenant sur son site. Au total, 40 entreprises extérieures sont susceptibles d'intervenir sur le site, dont 3 sont sur le site en permanence à l'année. L'exploitant n'a en revanche pas les moyens d'extraire une liste des entreprises extérieures présentes sur le site un jour J. L'exploitant pourrait le savoir à travers les badges d'accès mais sans pouvoir différencier celles intervenant pour Axens de celles intervenant pour Solvay.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant dispose de plusieurs procédures pour la gestion des entreprises extérieures dont notamment : <ul style="list-style-type: none">- une procédure sur la Gestion des entreprises extérieures qui définit le périmètre d'exigence des certifications et les habilitations requises;- une procédure sur les plans de prévention qui définit les différents types de plans de prévention existants sur le site de Salindres et les conditions de mise en œuvre;- une procédure sur les interventions de maintenance qui décrit les différentes étapes de la réalisation d'une intervention depuis l'expression du besoin (Avis) jusqu'à la clôture de l'intervention. <p>Sur le site Axens, lorsqu'un agent de maîtrise fait une demande d'intervention, un donneur d'ordre du service maintenance en fait une analyse de risques. Si les risques sont connus et peuvent être maîtrisés, il édite un ordre de travail. Une fois le chantier validé, il édite une autorisation de travail pour l'entreprise extérieure intervenant.</p> <p>En amont de cette autorisation de travail, sera réalisé un plan de prévention. Sur le site Axens, il existe 3 plans de prévention différents :</p> <ul style="list-style-type: none">- le plan particulier de prévention (PPP) si travaux dangereux au sens du décret 1992 mentionné au Code du travail;- le plan de prévention global (PPG) si les travaux sont hors du champs du décret de 1992. Le service HSE réalise une analyse de risque par secteur du site sur les éventuelles interventions qu'elle sera susceptible d'avoir dans l'année. Il envoie ses analyses de risques avec les règles de sécurité de l'usine aux entreprises extérieures avec lesquelles elle a l'habitude de travailler. En retour les entreprises extérieures envoient leurs propres analyses de risques pour les secteurs les concernant. A chaque début d'année, Axens réalise une inspection commune préalable pour faire une visite du site avec l'ensemble des entreprises extérieures. De plus, Axens organise tous les trimestres une réunion de coordination générales de la sécurité à laquelle les entreprises extérieures sont obligées d'assister.- pour les entreprises intervenants très ponctuellement, Axens rédige un plan particulier de prévention avec organisation simplifiée (PPPOS) qui engendre une analyse de risques simple réalisée entre le donneur d'ordre et l'entreprise extérieure. <p>Pour les PPP, des coordinateurs généraux de prévention réalisent l'analyse de risques. Ils sont au nombre de 61 et ont été formés par secteur d'activité. La formation comporte une demi journée avec l'Apave qui est axée sur les risques pénaux et une demi-journée avec le service HSE d'Axens sur les différents plan de prévention et leur mise en œuvre.</p> <p>Les analyses de risques sont faites grâce à un tableau recensant l'ensemble des travaux sur le site par secteur auxquels on a associé des règles de sécurité et/ou des autorisation/permis spécifique.</p> <p>Chaque plan de prévention est donc accompagné d'une autorisation de travail qui est valable pour un chantier et une entreprise. Cette autorisation doit être signée à chaque prise de poste de l'agent de maîtrise. Ceci permet qu'entre 2 postes, les agents de maîtrise soient informés des chantiers en cours et des éventuelles difficultés.</p> <p>Pour certains travaux comme les travaux par point chaud, les travaux en hauteur, les travaux de levage... il faut en plus un permis spécifique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance
(permis feu)**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant distingue 2 catégories de travaux par point chaud : - les travaux par point chaud à faible énergie : toute opération ponctuelle qui génère des surfaces chaudes émettant une chaleur suffisante pour enflammer des matériaux; - les travaux par point chaud à forte énergie : toute opération ponctuelle qui génère une flamme nue ou des étincelles pouvant initier un incendie ou une explosion.
L'exploitant a ensuite distingué 3 zones à risques clairement identifiées par secteur sur le site : - zone de risque incendie très fort - zone de risque incendie fort - zone de risque incendie moyen
Pour les travaux à faible énergie, chaque zone est surveillée en permanence durant 30 minutes après les travaux. Puis est opérée une surveillance durant 1h30 pour les zones à risque incendie très fort, 1h pour les zones à risque incendie fort. Il n'y a pas de surveillance supplémentaire pour les zones de risque incendie moyen.
Pour les travaux à forte énergie, chaque zone est surveillée en permanence durant 30 minutes après les travaux (1h pour la zone de risque incendie très fort). Puis est opérée une surveillance durant 3h pour les zones à risque incendie très fort, 2h pour les zones à risque incendie fort. Il n'y a pas de surveillance supplémentaire pour les zones de risque incendie moyen.
Cette surveillance est mentionnée sur les permis feu et est consignée sur ce même permis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance
(surveillance)**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Chaque ouverture de chantier se fait par l'agent de maîtrise qui doit signer l'autorisation de travail. La surveillance permanente en fin de chantier est réalisée par l'entreprise extérieure elle-même. Les surveillances supplémentaires sont réalisées par du personnel Axens.
De plus, la société Axens a mis en place des audits (environ 450/an) réalisés par des personnes formées sur le site afin de vérifier le respect des consignes de sécurité et des permis spécifiques. En cas de dérive constatée, le résultat est transmis à l'agent de maîtrise qui refait un point avec la personne audité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation, formation
(procédure d'urgence)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : La formation de toute personne entrant sur le site se fait de façon dématérialisée. Cette formation sera développée dans un autre constat. La formation revient sur les risques encourus sur le site et sur la notion de Seveso. Les opérateurs des entreprises extérieures interrogées sont conscients des risques et connaissent la conduite à tenir en cas d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence
(exercices avec sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Les règles d'évacuation sont dispensées lors de l'accueil sécurisé. Les entreprises extérieures participent aux exercices d'évacuation et aux exercices POI voire PPI. L'exploitant indique que les entreprises extérieures sont parfois partie prenante du scénario et y jouent un rôle. Les 2 personnes interrogées ont indiqué participer aux différents exercices organisés sur le site et connaissaient parfaitement les consignes à respecter en cas d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures
(plan de formation)**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Chaque intervenant d'entreprises extérieures doivent visionner 2 films avant de pouvoir obtenir leur badge d'accès au site. Le premier film concerne les risques encourus sur la plateforme chimique (incluant les risques de la société Axens et de la société Solvay), les règles de sécurités générales sur le site, les EPI... Ce film est suivi d'un QCM. En cas d'échec le second film ne pourra être visualisé. Le second film est axé sur les règles propres à la société Axens. Un QCM doit également être réalisé. Le badge est obtenu pour une durée de 2 ans. A l'issue, la formation doit être refaite. Les agents au poste de garde réalisent des tests aléatoires avant l'entrée sur site pour vérifier la bonne connaissance des règles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures
(contenu des formations)**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le contenu de la formation est en adéquation avec les risques encourus et n'appelle pas de remarques particulières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures
(tenue des formations)**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Les formations sont disponibles en version dématérialisée. De plus les entreprises étant habilitées MASE, elles ont l'obligation de réaliser des causeries (point sécurité). Selon l'actualité du site, l'exploitant demande que certains sujets soient abordés lors de ces causeries. Les personnes des entreprises extérieures interrogées connaissaient les risques et la conduite à tenir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures
(traçabilité)**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Un tableau de suivi avec les dates de validité est disponible au poste de garde. Si les entreprises extérieures oublient de repasser la formation, le badge d'accès au site est de toute façon désactivé. Le renouvellement de la formation est à la charge de l'entreprise extérieure. Les 2 personnes d'entreprises extérieures interrogées figurent dans le tableau de suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures
(vérification)**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le cahier des charges des interventions mentionne que les entreprises doivent avoir la certification MASE qui assure qu'elles ont une culture du risque. De plus, l'exploitant demande à ce que les intervenants aient une qualification GIES 1 et GIES 2 pour les encadrants. Les entreprises extérieures ne peuvent pas intervenir sur le site sans avoir validé les 2 QCM qui font suite au visionnage des 2 films d'accueil sécurité. Les audits mis en place par l'exploitant permettent également de s'assurer des connaissances des bonnes pratiques et des règles de sécurité. Il en est de même pour les tests aléatoires que peut réaliser le poste de garde.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures
(traçabilité)**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Les formations d'accueil sont tracées dans un tableau de suivi disponible au poste de garde qui délivre le badge d'accès. Les personnes interrogées figuraient dans ce tableau ainsi que la date de fin de validité de leur formation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance
(spécificité sur les MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Il n'y a pas de qualification supplémentaire pour les entreprises extérieures intervenant sur les MMR par rapport aux autres entreprises extérieures. A minima, la certification MASE ainsi que les habilitations GIES 1 et 2 sont exigées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet